

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 07 octobre 2013

N° 395

PRIX : 0,60 Euro

SÉNÉGAL



UNE COUPURE D'EAU QUI ILLUSTRE L'INCAPACITÉ

DU GOUVERNEMENT À ASSURER LE MINIMUM

DE SERVICE PUBLIC UTILE À LA POPULATION

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

-Sénégal: Une coupure d'eau qui illustre l'incapacité du gouvernement à assurer le minimum service utile à la population

-La pénurie d'eau et d'électricité, un problème récurrent (page 3)

Page 5

Mali: La guerre est loin d'être finie

Page 6

Côte d'Ivoire: Conditions de travail déplorables dans la construction du 3^{ème} pont

Page 8

-Soudan: Coup de colère à Khartoum

-Drame de Lampedusa: Le capitalisme est le principal responsable

Page 9

Multiplés naufrages au large de Mayotte

Page 10

Madagascar: Election présidentielle sur fond de crise

ABONNEMENT

France: (En tarif réduit)

12 numéros: 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays:

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

SÉNÉGAL

**UNE COUPURE D'EAU QUI ILLUSTRE L'INCAPACITÉ
DU GOUVERNEMENT À ASSURER LE MINIMUM
DE SERVICE UTILE À LA POPULATION**

Une grande partie de l'agglomération dakaroise a été privée d'eau potable suite à une panne survenue le 12 septembre dans le réseau de distribution. Ce n'est pas la première fois que les habitants des quartiers populaires subissent des coupures d'eau ou d'électricité mais cette fois-ci c'en était de trop, c'était "la pire depuis l'indépendance", de l'aveu-même des autorités, alors qu'au tout début de la coupure, le ministre de l'Hydraulique parlait d'un simple "incident".

Plus d'un million et demi de personnes ont souffert le calvaire durant près de trois semaines pour parvenir à trouver quelques litres d'eau potable. Les robinets sont restés désespérément fermés dans les quartiers populaires alors que dans les quartiers résidentiels l'eau a coulé 24 heures sur 24. Le gouvernement dit que cette panne est due à une canalisation qui a cédé. Mais alors pourquoi ce sont les quartiers populaires qui sont précisément touchés si ce n'est une volonté délibérée de dévier le peu d'eau disponible vers les quartiers résidentiels? A chaque fois qu'il y a une coupure d'eau ou d'électricité, ce sont principalement les quartiers pauvres qui sont touchés en premier. Cela démontre qu'il y a deux poids deux mesures. Les autorités font toujours le choix de privilégier le bien être des familles riches au détriment de la population des quartiers pauvres qui subissent déjà l'insalubrité, l'absence de voirie, de canalisation d'eaux usées et les inondations provoquées par les pluies.

Depuis des années, tous les gouvernements qui se sont succédé dans ce pays ont laissé pourrir la situation, aussi bien dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable que dans celui de l'électricité. La population de Dakar et de ses environs n'a cessé de s'accroître tandis que les infrastructures ont été laissées à l'abandon. La SONES, la SDE et la SENELEC se sont contentées d'encaisser les factures sans s'occuper du reste. Alors que les coupures se faisaient de plus en plus fréquentes les autorités ont fait semblant d'y remédier.

Aujourd'hui c'est la grosse panne. La population est en colère, à juste titre, car comment tolérer que des centaines de milliers de citoyens n'aient d'autres solutions d'avoir de l'eau qu'en allant courir à gauche et à droite avec une bassine sur la tête pour trouver un point d'eau? Dans les quelques rares endroits où l'on peut trouver un robinet, il y a une queue énorme. Les gens se bousculent et s'énervent. Une femme enceinte est décédée suite à ces bousculades. Des ouvriers envoyés pour réparer la canalisation défectueuse ont été blessés lors d'un accident survenu en cours de réparation. Des manifestations de mécontentement ont commencé dans quelques quartiers, devant les agences de distribution de l'eau.

Devant l'exaspération de la population, le gouvernement a fini par avouer son impuissance en demandant de l'aide à la France.

Comment qualifier un Etat incapable de réparer une canalisation d'eau potable? Comment se fait-il que c'est aujourd'hui seulement que les dirigeants font mine de s'en apercevoir? Rien que cela est déjà révoltant. Après plus de trois semaines, la panne n'est réparée qu'à titre provisoire; d'autres coupures sont à prévoir car le problème de fond demeure. Si on se contente de réparer ce qui est gâté sans penser à de nouvelles installations à la hauteur des besoins de la population d'une grande

agglomération comme Dakar on ne fait que mettre un emplâtre sur une jambe de bois.

Ce qui est vrai pour la question de l'approvisionnement de l'eau potable l'est aussi pour celui de l'électricité, tout comme pour les autres services publics utiles à la vie quotidienne de la population (la voirie, l'école, la santé, le logement, etc.). La seule chose qui pourrait amener le gouvernement à agir promptement en faveur des populations laborieuses c'est le coup de colère des quartiers populaires.

SÉNÉGAL

LA PÉNURIE D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ UN PROBLÈME RÉCURRENT

Le secteur de l'eau au Sénégal est entre les mains de deux entreprises: la SONES (Société Nationale des Eaux du Sénégal) et la SDE (Sénégalaise des Eaux). Ces deux sociétés, ainsi que l'ONAS (Office National de l'Assainissement du Sénégal) sont issues de l'éclatement de la SONEES (Société Nationale d'Exploitation des Eaux du Sénégal) en 1995, à l'occasion d'une opération de privatisation de ce service public.



Réparation du tuyau défectueux à la station de Keur Momar Sarr

La Sones est chargée de la "gestion du patrimoine de l'hydraulique urbaine, du contrôle de la qualité de l'exploitation et de la sensibilisation du public". L'Etat sénégalais est son principal actionnaire. Quant à la SDE, elle est chargée de "l'exploitation des installations, de l'entretien de l'infrastructure et du matériel d'exploitation, du renouvellement du matériel d'exploitation ainsi que d'une partie du réseau de distribution d'eau potable". C'est une filiale du groupe français Bouygues. L'Etat sénégalais ne détient que 35% de ses actions. Bouygues, par

l'intermédiaire de sa filiale (SAUR) est dominant dans le domaine de la distribution de l'eau dans de nombreux pays africains, dont la Côte d'Ivoire.

Durant de nombreuses années, la SDE et la Sones se sont contenté d'encaisser l'argent des abonnements et de la consommation d'eau potable sans s'occuper réellement de renouveler les infrastructures complètement désuètes. Et pourtant, dans les factures payées par les consommateurs sont prélevées des sommes destinées à l'entretien et au renouvellement du matériel. Or cela fait des années que la population dakaroise souffre de coupures d'eau, auxquelles s'ajoutent des coupures d'électricité. On se rappelle que l'ex-président Wade disait déjà en l'an 2000 lorsqu'il arrivait au pouvoir, que "l'accès à l'eau potable pour tous les Sénégalais (était) une de (ses) priorités". Une des raisons de l'impopularité du président Diouf (qui avait précédé Wade) était qu'il avait été incapable de mettre fin aux coupures d'eau et surtout d'électricité. Entretemps, la population de l'agglomération dakaroise s'est fortement accrue sans que la question de l'approvisionnement en eau et en électricité ait été améliorée. Cela n'a fait que rendre la situation encore plus désastreuse.

**Pas d'eau à boire dans les quartiers populaires
tandis que les piscines des villas sont remplies!**

Ceux qui souffrent le plus de l'incurie de l'Etat, ce sont les habitants des quartiers populaires. A chaque fois qu'il y a trop de demandes de consommation d'eau ou d'électricité par rapport à la quantité fournie par la SDE ou la

Sénélec, ce sont les quartiers populaires qui subissent les délestages. Et cela se passe toujours aux heures où les gens ont le plus besoin d'eau et d'électricité.

Dans les quartiers résidentiels, il n'y a pour ainsi dire presque jamais de coupure. Et quand bien même le courant y est coupé, les riches ont chez eux des groupes électrogènes pour faire face aux défaillances de la Sénélec.

Lors de la dernière panne du 12 septembre qui a été qualifiée de la plus grosse panne depuis l'indépendance, jamais l'eau n'a manqué (même pendant quelques heures), dans les quartiers résidentiels. Les piscines des villas luxueuses sont toujours remplies et les pelouses bien arrosées. C'est dire que même si tout le monde paye son abonnement, tout le monde n'est pas servi de la même manière.

Dans la nuit du premier octobre, le gouvernement a annoncé que la rupture du tuyau de canalisation qui avait causé la panne dans la station de pompage de Keur Momar Sarr, à 200 km de Dakar, a été réparée. Mais il ne s'agit en réalité que d'une réparation provisoire car selon les responsables, le pays ne dispose ni du matériel ni de l'expertise pour réaliser les travaux de manière définitive. Si bien que sur les quatre pompes seules deux ont été mises en fonction pour éviter une forte pression sur la tuyauterie principale. Le résultat est que même après cette réparation provisoire l'eau ne coule pas dans tous les robinets et lorsqu'elle coule il n'y a qu'un mince filet qui en sort.

Jusqu'aujourd'hui, dans les quartiers populaires l'eau n'est disponible que de 2 heures du matin à 8 h, et uniquement pour les usagers se trouvant au rez-de-chaussée. Les habitants sont obligés de se lever à deux heures du matin et commencer à faire la queue devant des points d'eau dans l'espoir de remplir un bidon de 20 litres qu'ils sont obligés de payer à 25 francs Cfa. C'est un véritable calvaire et personne ne sait quand il prendra fin.

Les gesticulations de Macky Sall devant le mécontentement populaire

Lorsque les premiers signes de mécontentement populaire ont commencé à faire jour, Macky Sall se trouvait en voyage officiel à

New York pour la Conférence de l'ONU. Loin d'apaiser la population des quartiers populaires, le discours méprisant du ministre de l'Hydraulique qui avait tendance à minimiser la panne en parlant d'un simple "incident" qui allait vite réglé, n'a fait qu'énervé les gens. Des manifestations ont commencé devant les bâtiments de la Sones et de la SDE, à Rufisque, à Pikine, à Grand Yoff, entre autres. Certaines agences ont été saccagées. Les boulangers ont aussi élevé le ton en disant que si l'eau n'était pas rétablie, ils allaient arrêter de fabriquer du pain car ils ne pouvaient plus "mouiller la farine". Lorsqu'à la coupure d'eau s'est ajoutée celle de l'électricité, ce sont les artisans tailleurs qui ont montré des signes de colère en disant qu'ils ne peuvent plus gagner leur vie car leurs machines à coudre sont à l'arrêt et qu'en cette période de veille de la fête de Tabaski, ils ne peuvent pas se permettre de perdre des clients.



Un quartier inondé dans la banlieue de Dakar

Devant la gravité de la situation, Macky Sall a dû écourter son séjour à New York. De retour à Dakar, il a fait semblant de se préoccuper de la situation en enfilant un treillis militaire pour se rendre à Keur Momar Sarr, là où se trouve la panne. Ensuite il a fait la promesse que toutes les victimes de la coupure d'eau seront exemptés de payer leur facture d'eau pour le mois en cours. C'est la moindre des choses puisque les robinets sont restés vides! Quant à ceux qui ont souffert durant des semaines dans les longues files d'attente et qui ont été obligés de payer comptant et ensuite de transporter les bidons jusqu'à leur domicile, qu'a-t-il proposé? Rien. Et ils n'ont pas fini de souffrir car l'arrivée d'eau dans des conditions acceptables se fait toujours attendre.

Pas d'eau à boire mais on patauge

dans les eaux stagnantes

Dans les quartiers populaires, à la pénurie d'eau et d'électricité se sont ajoutées les inondations consécutives aux dernières pluies de la saison de l'hivernage. Des quartiers entiers se trouvent inondés car ils ne possèdent pas de système d'évacuation; et lorsqu'il y en a, les canalisations sont bouchées, faute d'entretien. Les conséquences, ce sont les eaux stagnantes et boueuses qui favorisent la prolifération des moustiques et de toutes sortes de maladies, sans compter les odeurs nauséabondes au milieu de la chaleur étouffante.

Des familles entières, n'ayant plus un endroit où dormir (parce que leurs maisons sont envahies par les eaux de pluie) ont dû se réfugier dans les écoles. Du coup ces écoles ne peuvent plus recevoir les écoliers. La mairie de Dakar fait

pression sur ces familles en détresse tout en leur promettant des dons de quelques litres d'huile et de quelques kilo de riz. Mais ce que veulent ces familles c'est que les autorités les aident pour évacuer les eaux de pluies qui ont envahi leurs quartiers et leurs habitations. Mais là, ni la mairie, ni l'Etat ne s'engagent à leur venir en aide. La situation est pour le moment bloquée. Le gouvernement a très certainement envie d'utiliser la manière forte en déployant les forces de l'ordre mais s'il hésite encore c'est parce que dans une situation tendue comme celle-là, nul ne sait comment vont réagir les habitants qui ont toutes les raisons de sortir dans les rues pour manifester leur colère et leur exaspération devant l'incurie du gouvernement. En effet, la seule chose qui pourrait obliger les autorités à agir rapidement dans le sens de l'intérêt de la majorité c'est l'explosion de la colère dans les quartiers populaires.

MALI

LA GUERRE EST LOIN D'ÊTRE FINIE

Le nouveau président « élu », Ibrahim Boubacar Keita (IBK) était à Paris pour remercier son protecteur, le représentant de l'impérialisme français François Hollande qui l'avait aidé à rétablir la « stabilité » au Mali. IBK s'appropriait à lire un discours à l'Elysée sur la « paix » revenue dans son pays lorsque trois événements graves qui se sont déroulés en son absence l'ont obligé à écourter son séjour et à précipiter son retour.

Le 28 septembre, deux civils ont été tués et six soldats blessés à Tombouctou lors d'un attentat-suicide contre un camp de l'armée malienne, selon la Minusma (Mission de l'ONU au Mali). Les autorités à Bamako parlent, elles, de « deux civils et quatre terroristes tués sur le coup » et « d'importants dégâts matériels ». En tous cas, l'attentat-suicide a été revendiqué par Aqmi (Al Qaida au Maghreb islamique).

Le 29 septembre à Kidal, un affrontement armé a eu lieu entre l'armée malienne et des éléments du Mouvement national de la libération de l'Azawad (MNLA). Il a fallu l'interposition de la Minusma entre les deux camps, pour faire cesser les hostilités mais la tension demeure vive, ce qui inquiète beaucoup la population.

Rappelons que trois jours avant ce bras de fer, la Banque malienne de solidarité, gardée par des militaires, a été attaquée à la grenade par des inconnus mais le gouvernement soupçonne le MNLA. Des renforts sont arrivés à Kidal mais les responsables de ce mouvement n'auraient pas apprécié, semble-t-il, ce renforcement car ils considèrent la région comme leur fief. Le MNLA pense que Bamako doit l'informer des décisions importantes. Il estime que Bamako n'a pas respecté l'esprit de l'« accord préliminaire » signé le 18 juillet dernier à Ouagadougou pour permettre, entre autres, le bon déroulement de l'élection présidentielle à Kidal et ses environs.

Le pouvoir vient de faire un geste envers les rebelles : la libération de 23 militants touaregs détenus à la prison de Bamako comme prisonniers de guerre. Aux dernières nouvelles, MNLA et HCUA ont accepté la « main tendue » d'IBK pour renouer le dialogue à Ouagadougou. Mais les autres mouvements comme Al-Qaida, Mujao ou An Sardine disent qu'ils ne sont pas concernés par l'accord de Ouagadougou. Le 7 octobre on apprend par les ondes que la ville de Gao a aussi subi une attaque armée dont on ne connaît encore ni le nombre de victimes ni les responsables.

Une des raisons qui ont poussé IBK à écourter son voyage à Paris c'est aussi le mouvement de mécontentement qui a lieu au sein même de son armée. IBK a en effet de quoi être inquiet car un tel mouvement au sein de son appareil de répression peut très vite se

transformer en un putsch comme lors de l'éviction de son prédécesseur ATT en mars 2012.

Tous ces événements montrent bien que la guerre est loin d'être terminée au Mali et que la situation au sein même de l'Etat malien est loin d'être rétablie.

MALI

LES MILITAIRES DE KATI VEULENT DES GRADES COMME SANOGO

Pendant qu'IBK était en voyage à Paris, une rébellion a éclaté dans le camp militaire de Kati, situé à 15 km de Bamako. C'est la plus grande garnison du Mali et c'est de là qu'est parti le putsch de mars 2012 qui a abouti au renversement d'ATT.



Garnison de Kati où a éclaté la rébellion le 29 septembre

Le capitaine Sanogo qui a dirigé la junte militaire (avant de céder sa place à un gouvernement de transition dirigé par Dionkounda Traoré) a de nombreux partisans à Kati. Mais il a aussi fait un certain nombre de jaloux. Car, si Sanogo et quelques uns de ces proches partisans ont été bombardés au grade de général ou autre rang d'officier supérieur par Dionkounda à la fin de sa mission, d'autres n'ont rien reçu comme avancement. Ils veulent eux aussi leur grade et refusent d'être dirigés par leurs anciens promotionnaires. Cette situation ne peut qu'angoisser IBK.

On peut d'ores et déjà dire que les forces françaises et onusiennes sont là pour une longue période car l'armée malienne n'est pas en mesure de combattre dans le nord du pays. Elle continuera d'occuper le rôle qu'elle affectionne par dessus tout : le racket, la corruption et la répression des civils.

CÔTE D'IVOIRE

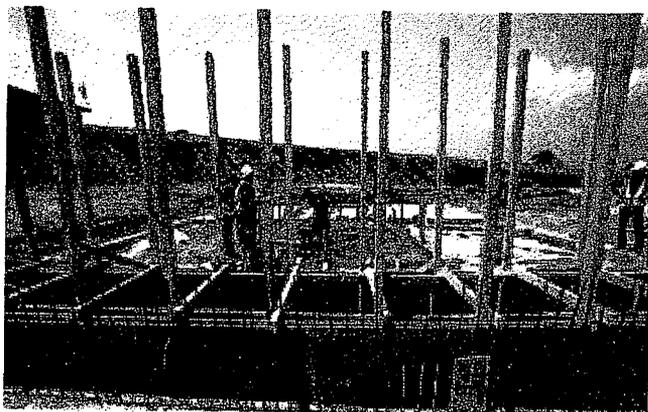
CONDITIONS DE TRAVAIL DÉPLORABLES DANS LA CONSTRUCTION DU TROISIÈME PONT

Pour la réalisation du troisième pont dénommé « Pont Henri Konan Bédié », Bouygues a sous-traité les travaux avec plusieurs autres entreprises dont Trévis. C'est à celle-ci qu'a été confiée la construction des piliers du pont et aussi la construction de l'échangeur sur le boulevard Giscard d'Estaing. Les ouvriers de cette entreprise qui a le plus gros des œuvres actuellement, travaillent dans des conditions difficiles. Voici ce que raconte l'un des travailleurs :

« J'ai quelques mois de présence sur le chantier. A voir ce chantier de l'extérieur et tout

ce qui se raconte sur son sujet (comme étant le plus grand chantier de l'Afrique de l'ouest avec un budget qui a atteint maintenant les 200 milliards de Fcfa), cela ne peut qu'attirer tout ouvrier. Mais une fois dedans, la réalité est tout autre.

Pour la réalisation des piliers du pont, nous sommes près de 200 personnes sur les sites des deux rives. Bien que les travaux ont démarré il y a plus d'un an, c'est seulement une minorité parmi nous qui est déclarée à la CNPS. Et pourtant, chaque fin du mois, la direction fait des



Début du chantier du troisième pont d'Abidjan

coupes dans notre paie. Dans le groupe des soudeurs où je travaille, nous sommes une dizaine de personnes scindées en deux équipes, une pour le jour et l'autre la nuit. Nous travaillons 24 heures sur 24 heures ce qui fait 12 heures de travail par équipe. Mais la direction ne pointe que 2 heures de supplémentaires et le reste en heures normales. Les travaux se font en deux temps, une partie dans les ateliers et l'autre sur la lagune. Maintenant que l'implantation des piliers se fait de plus en plus au milieu de la lagune, la direction

nous a demandé d'embarquer avec nous, notre nourriture de la pause. Nous n'avons qu'une petite pause rien que pour casser la croute. En plus, la pression est grande sur nous car pour faire plus de profits les patrons nous disent qu'on est en retard dans le délai d'exécution du projet. Au cours des réunions tenues avec la direction, nous avons réclamé des augmentations de salaire ainsi que des primes de risque. Mais jusqu'à présent, elle fait la sourde oreille à nos revendications.

Pire, les pointages et l'arrêt des pointages sont faits par la comptabilité de Trévis, mais le traitement de salaire est confié à un cabinet tiers. Ainsi toutes les fautes de calcul sont mises sur le compte du cabinet et non de la comptabilité car nous ne pouvons pas vérifier ».

Cette situation est presque la même dans toutes les entreprises de sous-traitance. Les travailleurs grognent mais le fait d'être employés par différents patrons ne les aident pas à se regrouper pour une organisation efficace. Mais cette situation ne peut durer éternellement. Tôt ou tard le feu qui couve finira par s'enflammer.

CÔTE D'IVOIRE

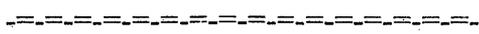
LES MILICIENS DE OUATTARA ONT REMPLACÉ LES GPP DE GBAGBO

A la zone industrielle, il y a des FRCI qui sont gardiens de certaines entreprises. Leurs collègues basés à la BAE viennent les ravitailler à midi et le soir. Ce sont des ex-combattants qui n'ont pas de matricule. Ils portent encore les anciens treillis et gardent leurs kalachnikovs.

Ces ex-combattants rackettent tous ceux qui croisent leurs chemins lorsqu'ils viennent donner à manger à leurs camarades. Ils demandent aux passants des choses qu'ils savent qu'ils ne peuvent pas avoir telles que des factures pour tout et n'importe quoi. Ils n'hésitent pas à confisquer les marchandises des vendeurs.

Ils se permettent de demander les pièces d'identité des travailleurs qui descendent. Tout cela pour leur soutirer de l'argent. Les riverains en ont marre.

L'on croyait avec la fin de la crise, être débarrassés des miliciens du GPP de l'ancien régime qui rackettaient les populations. Mais ces laissés-pour-compte du régime Ouattara sont en train d'emprunter le même chemin. Trop c'est trop!



SOUDAN

COUP DE COLÈRE À KHARTOUM

Lors de la dernière semaine de septembre, le Soudan a connu une vague de manifestations suite à une augmentation des prix du pétrole et des carburants décidée par le gouvernement. Ce sont des milliers de personnes qui sont descendues dans les rues de la capitale. Le gouvernement d'Omar el-Béehir, président du pays, a répondu par une répression féroce. Il y a eu, selon les sources officielles plus de 50 morts, certainement plus en réalité, et des centaines d'arrestations.

Depuis l'indépendance du Sud-Soudan (en juillet 2011, issue d'une scission avec le Soudan), le Soudan a perdu environ 75% de ses revenus pétroliers car la majorité des puits de pétrole se trouve de l'autre côté de la nouvelle frontière. Du coup l'économie de ce pays s'est trouvée fortement fragilisée avant de sombrer dans une crise grave. Pour faire face à cette situation, le gouvernement a supprimé les subventions sur les carburants. Cela s'est traduit immédiatement par l'augmentation du prix de ces derniers. L'augmentation des prix de transport a suivi aussitôt, ce qui a entraîné celle des prix des autres denrées. La colère de la

population s'est exprimée immédiatement. Cette situation touche toutes les couches de la population, les classes moyennes qui circulent en voiture, et surtout les petites gens qui utilisent les divers moyens de transport en commun.

Depuis son arrivée au pouvoir en 1989 le régime d'Omar el-Béehir n'a pas eu à affronter une crise politique où les populations se mettent en colère et manifestent leur révolte. Cette fois-ci les manifestants crient leur opposition et réclament son départ. Le Président n'a pas voulu revenir sur sa décision de renchérir le prix des carburants et a déployé les forces de l'ordre qui ont réprimé avec férocité. Cela a permis de rétablir un calme relatif, mais pour combien de temps?

Dans cette crise, les travailleurs qui sont pourtant les plus concernés par cette mesure, n'ont pas participé aux mouvements de protestation d'une manière indépendante et massive. Mais il faut espérer que dans l'avenir ils trouveront la force de créer leur propre organisation pour mettre fin à ce régime de dictature.

DRAME DE LAMPEDUSA EN ITALIE

LE CAPITALISME EST LE PRINCIPAL RESPONSABLE

Un navire en mauvais état et sans aucune norme de sécurité, parti de Misrata en Libye avec à son bord 500 à 600 candidats à l'émigration, a coulé le 3 octobre près de l'île italienne de Lampedusa. Le bilan, provisoire, est de 155 personnes rescapées, 135 corps remontés à la surface, et plusieurs centaines de disparus. Ce naufrage, par le nombre très élevé des victimes, est le pire de l'immigration survenu ces dernières années.

Juste avant le drame, un responsable du navire a téléphoné aux autorités portuaires en criant au secours mais il n'a reçu aucune réponse

à son appel de détresse. C'est alors que l'on a enflammé une couverture pour signaler la position du navire en avarie. Le feu a pris dans le navire, cela a engendré une panique et les passagers se sont précipités vers l'avant. Le navire étant surchargé, s'est cassé en deux et a sombré peu après.

C'est révoltant ! Si c'était un luxueux bateau de plaisance à bord duquel se trouvaient de riches touristes, qui avait appelé au secours, peut-être que les secours n'allaient pas tarder à intervenir. Mais des pauvres, ils peuvent attendre ! Ils peuvent crever ! Des survivants

affirment qu'ils ont vu passer près d'eux deux navires qui ont continué leur chemin comme si de rien n'était. C'est inhumain !

C'est un commerçant qui officie près de la côte qui a donné l'alerte : « On a entendu des cris et on s'est précipités et nous avons trouvé une situation de cauchemar » avant d'ajouter sur un ton de regret « Je n'ai pu sauver que 47 (personnes) ».



Des survivants du naufrage repêchés par des secouristes

S'il se trouve des gens qui compatissent au sort de ces émigrés, ce n'est certainement pas le cas des capitalistes, eux qui sont les principaux responsables des drames de l'immigration, et qui, à travers les Etats à leur service, et des institutions mises sur pied, leur font plutôt la guerre. Une guerre de classe où les victimes se trouvent toujours du côté des pauvres, à la recherche d'un travail en Europe.

Les capitalistes ont l'argent à la place du cœur. Pour eux, c'est d'abord le profit. Aux temps où leurs affaires marchaient, où leurs

industries, leurs entreprises florissaient, les capitalistes français par exemple, allaient recruter des travailleurs loin de la France, en Algérie, au Mali, etc. Depuis quelques années, c'est la crise. Le chômage ne fait qu'augmenter en France et dans le reste du monde. Alors ils ont moins besoin de la main d'œuvre des travailleurs immigrés. Les ressortissants d'Afrique ou même d'Europe qui cherchent à entrer en France pour y travailler ne sont plus les bienvenus. On leur fait la guerre, on les chasse.

En 2004, les Etats européens ont mis en place un organisme commun, le Frontex (une agence européenne de contrôle des frontières) pour coordonner leurs actions et des moyens militaires avec avions, navires, radars de surveillance, murs grillagés comme à Ceuta et Melilla (enclaves espagnoles situées au Maroc), pour traquer les candidats à l'émigration. Des dirigeants européens ont même conclu des accords de coopération avec certains pays africains (Mauritanie, Sénégal, Libye, etc.) pour, à la base même, bloquer les bateaux aux points de départ pour l'Europe. Mieux, en Libye, de son vivant, Kadhafi, avait même accepté, moyennant quelques arrangements financiers, de parquer les immigrants dans des centres de rétention, avant de les expulser vers leur pays d'origine.

L'Union européenne aura beau renforcer ses frontières et multiplier ses contrôles, mais aucun dispositif, aucun barrage ne peut résister à l'instinct de survie, à la volonté des candidats à l'émigration. Car la misère qui les pousse à partir d'Afrique, à quitter leurs parents et amis, est plus forte que la mort qui les guette sur leur chemin.

MULTIPLS NAUFRAGES AU LARGE DE MAYOTTE

Entre l'île d'Anjouan et celle de Mayotte il n'y a qu'un bras de mer de quelques kilomètres. Sans cesse des Comoriens bravent la mort sur des pirogues ou autres embarcations de fortune pour tenter le passage vers Mayotte. Ils espèrent y trouver un travail, un petit mieux pour des soins de santé ou d'éducation de leurs enfants. Il arrive même que des femmes enceintes font partie des passagers car d'année en année les

conditions d'accouchement dans les autres îles sont dégradées.

L'archipel des Comores est composé de quatre îles. Elles ont été colonies françaises depuis 1841. Trois d'entre elles sont devenues indépendantes en 1976, Mayotte est devenue territoire français puis département à partir de 2009, année à partir de laquelle un visa est exigé par les autorités françaises pour tous les comoriens qui voudraient y entrer. Les zodiacs

de la gendarmerie et de la police des frontières se livrent à la chasse à l'homme nuit et jour. Des êtres humains périssent en mer.

Cela est la conséquence d'une politique indigne et criminelle, qui consiste à dresser des frontières en coupant en deux un peuple. C'est

cette politique qui a aggravé la pauvreté dans cette région, qui est responsable des horreurs qui se produisent en mer.

A bas les frontières, libre circulation pour les populations des Comores!

MADAGASCAR

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE SUR FOND DE CRISE

La campagne électorale pour le premier tour de l'élection présidentielle prévu pour le 24 octobre, est en cours. Trente-trois candidats sont en compétition. Une grande majorité d'entre eux ont occupé des postes ministériels et/ou des hautes fonctions dans les gouvernements qui se sont succédé. Certains ont assuré de hautes responsabilités à la tête d'institutions telles que l'armée et la police. Les multiples confréries chrétiennes qui ont proliféré au fur et à mesure que la crise frappait les classes pauvres, sont présentes dans cette campagne. Certaines soutiennent un pasteur protestant, d'autres font la propagande en faveur de tel ou tel notable argenté qui fait preuve de largesse à leur égard.

Mis à part l'uniforme, le costume civil ou l'habit religieux, bien malin celui qui réussirait à détecter l'ombre d'une différence entre les candidats en lice. Qu'ont-ils à faire valoir auprès des classes pauvres dont ils sollicitent les voix? Ils ne prennent même pas la peine d'avoir un semblant de programme. D'ailleurs à quoi bon puisqu'ils ont trempé dans tous les régimes et se sont compromis auprès de tous les affameurs capitalistes quand ils n'en sont pas eux-mêmes. Des hommes d'affaires sont en bonne place sur la liste. Ils ne se sentent nullement gênés de débarquer de leur avion personnel ou de leur hélicoptère jusque dans des contrées reculées où les villageois n'ont parfois d'autre moyen de se déplacer qu'en marchant pieds nus ou en charrettes à zébus. Les représentants des «fokontany» (communautés de quartiers ou de villages) auront au préalable distribué quelques billets de banque, des pagnes ou des T-shirts à effigie du candidat et portant son numéro sur les panneaux électoraux et les bulletins de vote. C'est l'occasion aussi pour les groupes musicaux

chargés de l'animation de s'exprimer sur le podium. Certains groupes dépêchés sur place, chantent les louanges du candidat mais les gens humbles viennent surtout pour le spectacle et les quelques slogans de toute façon creux, lancés dans les hauts parleurs, ne sont que peu repris. Des personnes auront fait un repas ce jour-là et auront un peu oublié, l'espace de quelques heures la dureté de leur quotidien.

Il arrive que certains candidats rusent pour que les gens viennent à leurs meetings. Ils font miroiter des sommes sans les régler en totalité. Les notables locaux en charge de l'organisation de ces réunions empochent les billets en n'en délivrant qu'avec parcimonie à l'assistance venue bénéficier des «indemnités». Les membres d'un comité de soutien auraient, pour ce type de raison caillassé le local de leur propre candidat dans la ville d'Antsirabe le 24 septembre dernier. D'autres cas similaires auraient eu lieu ailleurs.

Cette élection est une mascarade destinée à mettre en place un régime prétendument démocratique sous prétexte que le futur président serait sorti des urnes contrairement à celui qui occupe ce poste actuellement et depuis cinq ans. Les grandes puissances ont débloquent des sommes pour l'organisation du scrutin et vont dépêcher leurs observateurs pour vérifier que les opérations sont «conformes aux normes internationales». Selon la presse, 106 observateurs seront issus des pays de l'Union Européenne, une cinquantaine de l'Organisation Internationale de la francophonie, 60 de l'Union Africaine et près de 75 de l'ambassade des États-Unis à Madagascar. Un nouveau président sortira des urnes pour remplacer le dictateur usé, comme

en Côte d'Ivoire, comme au Mali, avec les résultats que l'on sait. Les affaires des possesseurs de capitaux, ralenties par le climat d'incertitude et d'instabilité, pourront peut-être reprendre.

Les classes pauvres face à l'élection.

Dans les villes peu de personnes se font des illusions sur la personne des candidats mais nombreux, y compris parmi les travailleurs et de façon générale les petites gens, souhaitent que les élections annoncées depuis de nombreuses années et sans cesse reportées, aient enfin lieu. Ils souhaitent que la crise politique se termine avec cette élection et que la vie retrouve son cours «normal», que le boulot revienne, que les salaires soient augmentés, que les agents de l'État et des collectivités touchent leurs payes et que celles-ci permettent de s'en sortir, que la vie de galère cesse, que les hôpitaux et les écoles fonctionnent etc. Ce sont des illusions électoralistes, bien sûr car aucune élection ne peut changer la vie surtout qu'aucun candidat ne se réclame des travailleurs et n'est porteur de leurs aspirations.

Dans les villages surtout là où les «dahalo» (voleurs de bétails et pilleurs en tout genre) sévissent en bandes organisées, ce sont surtout les problèmes d'enclavement et de sécurité qui prédominent chez les éleveurs et les agriculteurs souvent victimes des razzias armées perpétrées par ces bandits. Les atermoiements de l'État sont mis sur le fait que les dirigeants se font la guéguerre entre eux depuis cinq ans que dure le régime dit de transition auquel il serait temps de mettre fin.

Les candidats promettent pêle-mêle de mettre fin à tout cela pour demain (avec quel moyen?) alors qu'ils ont surtout brillé par leur impuissance face à tous ces fléaux hier quand ils dirigeaient.

La santé malade du capitalisme

L'hôpital de Befelatàna, un parmi les plus grands que compte la capitale Antananarivo, est en train de se délabrer pour cause de manque de crédit. La plupart des chambres ainsi que les toilettes sont sans eau courante pour cause de détérioration des canalisations. Les familles des malades sont obligées d'aller puiser de l'eau à l'aide de seaux dans une fontaine située dans la cour, pour que le malade puisse boire et se laver un minimum. Une odeur malsaine émane depuis

les toilettes sans chasse d'eau et plane à travers les chambres et les couloirs.

Il est vrai que cet hôpital est surtout fréquenté par les classes pauvres. Ceux qui ont un peu plus d'argent ont au cours des ans délaissé cet endroit au profit de l'hôpital Girard et Robic, moins délabré. Quant à ceux qui sont riches, ils fréquentent les nombreuses cliniques privées qui ont poussé malgré la crise, comme des champignons à travers le pays ou bien prennent l'avion pour aller se faire soigner à l'Île de la Réunion, voisine.

Les priorités des uns et celles des autres

Le passage du cyclone en janvier/février dernier dans la ville de Toliara a été catastrophique. Pratiquement rien n'a été fait pour venir en aide aux victimes des vents violents et de la rupture en plusieurs endroits de la digue de la rivière Fiherenana. La nouvelle saison des pluies approche, mais la digue n'est que sommairement réparée faute de moyens. Les classes riches qui n'ont fait preuve d'aucun acte de solidarité minimum lors de cette tragédie et leurs porte-voix mettent sur le dos des habitants des bas quartiers, essentiellement des gens pauvres, la responsabilité de la fragilisation de la digue par suite disent-ils de prélèvements illicites des pierres effectuées nuitamment pour servir de matériaux de construction des maisons en contre-bas. Des grillages qui maintenaient ces pierres auraient été découpés également à des fins de récupération ou de vandalisme.

Le gouvernement dit ne pas avoir beaucoup de moyens pour investir dans du solide et du durable et se contente de parer au plus pressé. Cela ne l'empêche pas de faire des dépenses de prestige car dans cette même ville une grande avenue bordée de baobabs a été récemment inaugurée par le président Rajoelina en personne. Un grand hôtel, appartenant à un riche du coin, pour touristes en provenance des pays riches, en forme de paquebot et bénéficiant d'une piscine et d'équipements modernes vient d'être inauguré. Le ministre du tourisme ainsi que des personnalités de haut rang étaient présents ce jour-là. Pour de telles infrastructures, les pierres n'ont pas manqué ni même peut-être le marbre. Ces exemples montrent où les gens qui possèdent et les gens qui gouvernent, placent leurs priorités.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.